

## PRÉFACE

*au livre « Quand la Syrie s'éveillera »  
de Tallal al-Attrache et Richard Labévière  
Éditions Perrin – Paris*

Peu de Français sont capables de situer sans hésiter la Syrie sur une mappemonde. Encore moins nombreux sont ceux qui connaissent son histoire. Le fait est d'autant plus troublant, qu'après avoir été l'un des berceaux des civilisations méditerranéennes et mésopotamiennes, ce pays a été pendant près de cinq mille ans un carrefour des peuples où se sont entrecroisées les influences et occupations égyptienne, perse, grecque, romaine, byzantine, franque et croisée, turque puis ottomane pour se terminer entre les deux guerres mondiales par une trentaine d'années d'occupation militaire et d'administration française. La Syrie demeure également l'un des berceaux de la chrétienté où Saint Paul trouva le chemin de Damas, où on parle encore dans certains villages l'Araméen, la langue du Christ, et où vivent, dans une totale liberté de culte inconnue dans tout le reste du monde arabe à l'exception du Liban, près de 2 millions de chrétiens de toutes obédiences qui représentent environ 10% de la population. La Syrie est en effet l'un des seuls États arabes à avoir inscrit la laïcité dans sa constitution, à garantir un égal accès aux fonctions publiques et privées à tous ses citoyens, hommes et femmes, quelle que soit leur confession...et à avoir prohibé depuis longtemps le port du voile islamique dans les lieux d'éducation, écoles et universités.

Malgré cela, la Syrie est régulièrement présentée par les médias occidentaux, en particulier français, comme une sorte de dictature ubuesque sur le modèle de la Corée du nord avec laquelle elle partage d'ailleurs le douteux privilège d'être classée par l'administration américaine dans « l'Axe du Mal ». Toujours selon ces mêmes médias, les dirigeants syriens cultiveraient la volonté obsessionnelle de maintenir leur population sous une chape de plomb, de rayer Israël de la carte, d'annexer le fragile Liban, de se doter d'armes de destruction massive y compris nucléaires, de soutenir toutes les entreprises terroristes, d'entretenir un désordre permanent dans l'ensemble du Moyen Orient et d'être le dernier obstacle sur la voie d'un règlement de paix dans la région. Au total, le monde se diviserait partout et sur tous les sujets en deux catégories bien distinctes : les « bons », qui sont viscéralement et intégralement anti-syriens, et les « méchants » qui ne partageraient pas en tous points ce sentiment. Autant prévenir le lecteur tout de suite : ce livre est écrit par des « méchants »

Même si je ne partage pas tous leurs jugements, les auteurs de ce livre ont l'incontestable mérite de sortir des sentiers d'une présentation aussi simpliste. Car, à défaut de simple bon sens, un court séjour sur place démontre vite l'inanité des condamnations manichéennes. La Syrie vit certes sous un régime présidentiel autoritaire. Mais elle dispose d'un parlement élu où siègent les représentants de différents partis politiques dont un parti communiste qui a droit de cité dans ce pays à majorité musulmane. Les élections n'y ont peut être pas la régularité et la transparence qu'elles revêtent dans quelques pays d'Europe de l'Ouest de longue tradition démocratique mais elles ne se différencient guère des pratiques électorales du Maroc ou de la Jordanie pourtant présentés comme des modèles de démocratie en marche. Les femmes disposent dans les institutions syriennes des mêmes droits que les hommes, ce qui est rare dans les pays de la région, et le gouvernement compte en son sein plusieurs femmes à des postes majeurs. Le système judiciaire et les droits de l'homme y subissent des entorses que l'on ne manque pas de stigmatiser à juste titre, mais beaucoup moins qu'en Tunisie, en Arabie Séoudite ou en Égypte, alliés privilégiés de l'Occident, et pas plus que dans certains pays de l'ex-bloc soviétique qui ont récemment rejoint l'U.E. Depuis la fin des années 90, l'accès à Internet, à la réception télévisée satellitaire et aux téléphones portables est autorisé sans restriction, ce qui a conduit une presse locale plutôt servile jusque là à l'égard du pouvoir à devoir trouver des voies d'analyses moins complaisantes. Enfin, s'il est parfaitement exact que la

Syrie avait fait à une époque du terrorisme une arme ordinaire de ses relations internationales dans des rapports du faible au fort, elle y a renoncé dès la fin des années 80, elle a participé aux côtés de la coalition internationale à la première guerre du Golfe et a fourni aux Etats Unis ainsi qu'aux Européens une assistance précieuse contre le terrorisme d'Al-Qaïda.

Dès lors, le Syrien moyen, traditionnellement ouvert aux échanges et au commerce avec le reste du monde, friand – parfois jusqu'à la caricature – du mode de vie occidental, volontiers critique et ironique à l'égard de ses propres institutions et gouvernants, s'étonne que la faveur de l'Occident, États Unis en tête, aille aux pays les plus réactionnaires, les plus intégristes et les plus anti-démocratiques de la région, soutiens avérés du terrorisme djihadiste tels que l'Arabie Séoudite, les pétromonarchies du Golfe ou le Pakistan. Et il a tout de même du mal à comprendre l'image que la presse occidentale donne de son pays, les pressions politiques et menaces militaires constantes dont il est l'objet de la part de l'administration américaine, les sanctions économiques et financières permanentes qui obèrent le développement industriel et social du pays, décidées non par l'organisation des Nations Unies, mais unilatéralement à Washington et qui s'imposent néanmoins à toute la communauté internationale.

Confrontés à ce système léonin et incompréhensible pour eux, les dirigeants syriens, mais aussi les simples citoyens, qu'ils soient opposants ou favorables au régime, se replient sur un nationalisme ombrageux. Ce qui nous replonge en plein paradoxe. Car s'il existe bien depuis la plus haute antiquité une « aire syrienne » entre l'Euphrate et la Méditerranée, le pays lui-même n'existe que depuis 1920 et l'idée nationale n'y a vraiment émergé que vers les années 1940. Il existait bien sûr des solidarités urbaines autour des grandes villes, des solidarités villageoises en zones rurales, des solidarités claniques et tribales dans les montagnes et les déserts, mais rien qui ressemble à un esprit national tel que connu en Europe depuis le 18<sup>e</sup> siècle.

Ayant reçu mandat de la Société des Nations après la guerre de 14-18 d'amener les débris de l'Empire Ottoman à l'indépendance, la France et l'Angleterre s'installent au Levant en 1919 comme dans des colonies et y taillent leurs zones de domination respectives à grands coups de crayon rouge et bleu sur la carte en fonction de leurs seuls intérêts ou appétits particuliers. Émergent de ce dépeçage hâtif des entités parfaitement hétéroclites dans cette région où pullulent les minorités et communautés religieuses, confessionnelles, ethniques et linguistiques. Les Ottomans avaient résolu le problème en accordant à ces minorités le droit de s'autogérer pourvu qu'elles payent l'impôt et ne se mêlent ni de guerres ni de relations internationales. Des expéditions punitives sanglantes venaient de temps à autre rappeler les mauvais payeurs à leur devoir de soumission. Plus cartésiens, mais aussi plus intrusifs, les Européens ne l'entendent pas de cette oreille et refusent de prolonger des situations d'autonomie qui pourraient conduire à des idées d'indépendance.

Dans sa zone de domination (Irak, Transjordanie, Palestine), la Grande Bretagne joue – comme les Américains le feront plus tard - la carte des majorités en installant deux monarchies arabes sunnites confiées aux héritiers du Chérif Hussein, gardien des lieux saints d'Arabie, à Baghdad et Amman ainsi qu'en développant le pouvoir du Grand Mufti de Jérusalem en Palestine pour contrer les prétentions du mouvement sioniste européen sur la Palestine. La France, pour sa part, a reçu en dotation une « Grande Syrie », qui comprend alors l'actuel Liban, où elle joue en revanche une politique des minorités en divisant la zone en micro-États communautaires (Petit puis Grand Liban, État des Alaouites, Djebel druze).

À l'exception de la Transjordanie, peu peuplée et presque intégralement arabe et sunnite, aucune de ces solutions ne convient aux habitants de la zone. Soit parce qu'elle met les minorités sous une domination arabe sunnite exclusive et on en a vu le résultat catastrophique en Irak. Soit parce qu'en les particularisant en unités faibles et bien identifiables, elle les désigne à la vindicte et aux coups de l'océan arabe sunnite dans lequel elles baignent, ce qui est aujourd'hui le cas d'Israël et des Maronites du Liban. La situation est particulièrement critique en Syrie qui compte environ 30% de non sunnites, chrétiens de toutes confessions, chiites, mais surtout des minorités issues de l'Islam, (Alaouites, Druzes, Ismaéliens) considérées comme hérétiques et contre lesquelles Ibn Taymiyya, père fondateur du Wahhabisme contemporain de

l'Arabie Séoudite, a décrété le *djihad* par fatwa : « La guerre sainte est légitime contre ces sectateurs du sens caché, plus infidèles que les Chrétiens et les Juifs, plus infidèles que les idolâtres, qui ont fait plus de mal à la religion que les Croisés... ». Et la situation n'est guère plus supportable pour les sunnites de Syrie, pratiquants d'un Islam modéré, rompus depuis l'antiquité aux échanges et au commerce avec le monde, pour qui une domination régionale par des « bédouins intégristes » constituerait une vraie catastrophe humaine et culturelle.

C'est bien involontairement et à leur corps défendant que les Français fournirent une solution au problème. En focalisant contre leur gestion coloniale et malavisée la résistance de toutes les communautés locales réunies, ils contribuent à l'émergence d'un sentiment national et indiquent l'une des voies à suivre pour sortir de l'impasse majorité religieuse contre minorités confessionnelles. La lutte menée en commun démontre en effet que le nationalisme peut fournir un cadre collectif où toutes les minorités peuvent coexister avec la majorité sans considération de leur appartenance confessionnelle. Cependant, pour ne pas subir l'anathème islamique jeté sur les idéologies « importées » comme le communisme matérialiste qui pouvait lui aussi fournir un cadre laïque, ce nationalisme ne pouvait être exclusivement syrien. Il se devait d'être panarabe, faute de quoi il aurait soumis l'ensemble du pays à la vindicte musulmane orthodoxe portée aux communautés dissidentes. C'est ainsi qu'à l'initiative de différents intellectuels chrétiens, alaouites, druzes et sunnites modérés a été créé en 1943 le parti Baas, parti de la « résurrection arabe », qui s'affirme nationaliste panarabe, laïque et socialiste, sans aucune référence religieuse.

C'est évidemment cette affirmation du panarabisme qui l'a sauvé de la ire des intégristes musulmans et l'a rendu populaire de l'Irak à l'Algérie et de la Mauritanie au Yémen, parmi toutes les élites du monde arabe qui souhaitent vivre dans un monde où la *charia* n'est pas le seul référentiel juridique. Mais toute médaille a son revers. S'affirmer nationaliste arabe suppose d'être à la pointe de tous les combats arabes, justifiables ou non, faute de quoi la critique islamique aurait beau jeu de dénoncer les infidèles socialistes et laïques. La Syrie a donc apporté son soutien actif à l'Égypte lors de la crise de Suez ainsi qu'aux luttes de décolonisation au Maghreb, en particulier au FLN algérien, ce qui n'a pas contribué à apaiser ses relations avec la France et l'Angleterre. Surtout la Syrie se doit, plus que tout autre pays de la région, de faire preuve d'intransigeance dans la confrontation israélo-arabe et d'afficher une solidarité sans faille avec tout pays ou faction en lutte contre l'État hébreu. Pays de « la ligne de front », elle se trouve sous l'œil vigilant des pays islamiques qui ne manqueront pas de dénoncer les « hérétiques » si elle s'engage dans la voie du compromis et qui ne lui pardonneront pas ce qu'ils ont finalement toléré, non sans dégâts, de puissances sunnites comme l'Égypte ou la Jordanie.

De fait, et les Syriens le savent bien, les ennemis de leur pays ne sont pas en Occident à l'exception de quelques néo-conservateurs américains soucieux de plaire à leur partenaires de la péninsule arabique. Mais le soutien politique et militaire massif apporté depuis 1945 par l'Amérique aux régimes et aux factions les plus intégristes du monde sunnite au nom de la confrontation est-ouest ne pouvait que pousser la Syrie, pays de moins de 20 millions d'habitants aux ressources limitées, dans les bras de l'URSS jusqu'en 1990 et dans ceux de l'Iran aujourd'hui, seules puissances susceptibles de protéger le pays et de lui donner de la profondeur stratégique face à la menace islamique sunnite et aux pressions occidentales. De même la Syrie ne peut qu'être attentive, voire interventionniste, dans des États voisins livrés au désordre civil comme le Liban ou l'Irak, où l'expérience prouve que l'anarchie ambiante est mise à profit par des groupes islamistes pour porter la subversion à Damas.

Le temps n'est plus où le pouvoir communautaire syrien menacé de *djihad* se repliait frileusement sur lui même, montrait systématiquement les dents de peur de se faire mordre et accaparait tout l'appareil d'État de peur d'en être collectivement dépossédé à jamais. Ce que nous pressentions il y a quinze ans<sup>1</sup> a finalement été mis en œuvre par le Président Hafez al-

---

<sup>1</sup> Alain Chouet - « L'espace alaouite à l'épreuve du pouvoir, la désintégration par le politique » in « *Tribus, tribalisme et États au Moyen Orient* », Maghreb-Mashrek n° 147, (Paris), 03/1995.

Assad à la fin des années 90 et surtout par le Président Bashar al-Assad depuis. Ces dix dernières années, la Syrie a connu un important mouvement de libéralisation politique et sociale, de modernisation économique et financière, de désenclavement de la vie publique où le talent et la compétence l'emportent maintenant largement sur l'appartenance communautaire, d'ouverture sur le monde extérieur avec la participation de Damas à l'Union pour la Méditerranée, la collaboration avec les services de sécurité occidentaux contre le terrorisme, la recherche d'un *modus vivendi* avec le roi Abdallah d'Arabie et l'acceptation d'un dialogue à bas bruit avec Israël sous parrainage turc et qatari.

L'entreprise n'était pas sans danger. Même si les autorités syriennes peinent à le reconnaître pour ne pas en faire la promotion, la contestation islamiste, parfois violente sous forme d'attentats sanglants, y a gagné un espace d'expression. C'est pourquoi la Syrie ne peut courir le risque d'ouvrir en grand la porte à ce type de contestation d'autant que celle-ci trouve déjà un terreau fertile dans une région fortement déstabilisée par les errements de la politique américaine. On ne peut s'attendre à ce que la Syrie prenne des initiatives de paix spectaculaires avec Israël alors que le plus fidèle allié de l'Amérique dans la région, l'Arabie Séoudite, refuse tout compromis et menace d'anathème, si ce n'est de mort par Frères Musulmans interposés, quiconque cède à la tentation. De même on ne peut exiger de la Syrie qu'elle se désintéresse de la situation au Liban ou en Irak, ses plus proches voisins où la subversion islamiste est prégnante. Enfin, il serait vain d'espérer que les communautés non musulmanes ou non sunnites de Syrie renoncent à leur alliance stratégique avec l'Iran chiite, seule puissance régionale susceptible de leur fournir un appui politique, financier et éventuellement militaire face à la menace intégriste wahhabite relayée par l'association des Frères Musulmans et leurs bras armés que sont les *Jamaa Islamiyyah* dont al-Qaïda n'est que l'une des nombreuses expressions.

La Syrie a besoin, pour évoluer encore, d'être rassurée face à son environnement islamique et d'obtenir des garanties de sécurité internationalement reconnues, durables et effectives. Elle n'a obtenu pour l'instant que mépris, menaces et sanctions de la part de l'hyper puissance américaine que son intransigeance et sa posture face à Israël agacent manifestement, de même que certaines chancelleries occidentales qui s'irritent de voir qu'on leur tient tête. Nos diplomates et nos milieux de presse feraient mieux de s'inquiéter d'une déstabilisation de ce pays qui ouvrirait, bien plus qu'en Irak, toute grande la porte aux djihadistes wahhabites et à la persécution de cinq millions de chrétiens et de musulmans non sunnites. Ni l'Occident, ni surtout Israël, qui veut à juste titre vivre aussi dans un environnement apaisé, n'ont intérêt à créer les conditions d'un tel désastre.

Les études et publications concernant la Syrie sont rares en France. Peut être faut il voir là une grande partie de l'ignorance et de l'incompréhension qui l'entourent. Tallal el-Attrache et Richard Labévière s'emploient dans ce livre à démonter la mécanique complexe de ce pays par des rappels historiques documentés et l'analyse détaillée des sujets les plus actuels, les plus brûlants et les plus controversés. Ils n'échapperont pas à la critique acerbe de tous ceux qui pensent que le monde se divise entre le bien et le mal, les bons et les méchants. Personne, à commencer par le Président Bachar al-Assad, ne prétend que la Syrie est le paradis sur terre ou le parangon de toutes les vertus. C'est un pays comme les autres, avec ses qualités et ses défauts, ses réussites et ses échecs, ses succès et ses erreurs, et qui ne demande qu'à être traité comme les autres par la communauté internationale. Si ce livre peut y contribuer, ne serait-ce qu'auprès de ceux qui ne se satisfont pas des clichés, ses auteurs n'auront pas perdu leur temps.

Alain Chouet, Septembre 2010